USAGERS, CONTRIBUABLES, VOTRE SERVICE PUBLIC EST EN DANGER !

Vous venez aujourd'hui dans un Centre des Finances Publiques pour un règlement ou pour un renseignement. L'intersyndicale des Finances Publiques 66 tient à vous alerter sur les conséquences des choix politiques actuels qui sacrifient une administration et un service public.

Chez nous Et aujourd'hui	Pour vous Et demain
G.Attal présentation de la campagne IR, avril 2023 : « *Je leur dis : poussez la porte de vos centres des impôts, décrochez votre téléphone, faites vivre ce service public… Cette campagne 2023 sera celle de la proximité, je l'ai dit.* » **MAIS** Un discours ministériel sur l'accueil démagogique, déconnecté de la réalité des services et en déphasage total avec nos moyens humains. Ainsi : • Depuis 2012, 21 000 emplois ont été supprimés dans nos services, • Près de 25 % des emplois supprimés le sont dans les Services des Impôts des Particuliers (les services qui vous reçoivent en priorité lors de la campagne déclarative sur le revenu), • Les conditions de travail se dégradent. Dans ce cadre, comment répondre à la demande croissante des contribuables ? Et au plus de deux millions de déplacements annuels à nos guichets ? (+30 % d'accueil physique entre 2021 et 2022)	Malgré les annonces gouvernementales, vous devez parcourir de plus en plus de distance pour venir nous voir. Faute de personnel, les horaires d'ouverture se restreignent. De très nombreux services, notamment dans les zones rurales, ne sont plus ouverts que 3 ou 4 demi-journées par semaine, voire moins ! • Vous êtes confrontés à une écoute et à une disponibilité en chute libre à nos guichets (attente à l'extérieur, fermeture anticipée…), • Les files d'attente s'allongent, le taux d'appels téléphoniques non aboutis s'élève et le traitement des courriels prend du retard, • L'administration vous oblige à passer par la voie numérique pour l'ensemble de vos démarches (télédéclaration, Gérer mes biens immobiliers…), • Vous êtes renvoyés sur des centres distants ou des plateformes téléphoniques, ou livrés à vous-même alors que vous avez besoin d'un conseil de proximité.

Pour les agents des Finances publiques, il n'est pas acceptable de réduire l'action publique et ses services alors que vous en avez besoin. Nous voulons pouvoir rester proches de vous, avoir le temps de vous répondre, de vous conseiller, et tout simplement de vous écouter.

C'est pourquoi nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations, et le maintien des moyens de la Direction Générale des Finances Publiques qui répond à un besoin légitime de nos concitoyens.